DON PATRIOTIQUE,

OU

NOUVELLE ADRESSE

AUX MILITAIRES,

Et à tous les Citoyens Français.

LE Roi eſt dans les fers, & la France eſt plongée dans la plus affreuſe anarchie; la religion de nos peres eſt menacée; ſes miniſtres ſont avilis; nous n'avons plus de loix; nous n'avons plus de tribunaux : que ſommes-nous ?

Il eſt temps de le dire; on ne ſauroit trop le répéter : nous ſommes les vils eſclaves des brigands qui forment la majorité de l'Aſſemblée nationale.

Ce ſont eux qui ſoufflent la fureur qui nous anime; ce ſont eux qui ont mis dans nos mains la torche & le poignard, & qui ont fait de la nation la plus douce des incendiaires & des antropophages.

Ce ſont eux qui nous ont égaré au point de nous faire porter des mains ſacrilèges ſur le plus vertueux des monarques; c'eſt par leur ordre, Français, que vous avez tenté d'aſſaſſiner votre ſouveraine, que vous avez egorgé ſes gar-

des & massacré ses plus fideles sujets. On le sait, Barnave étoit à votre tête.

C'est sous l'administration de ces démagogues furieux que Paris s'est baigné dans le sang, que MM. Foulon, de Fleissel, Berthier, de Launay, du Pujet, & tant d'autres innocentes victimes ont été immolés sans procédure.

C'est sous leur administration que dans la ville de Caen le peuple a assassiné M. le vicomte de Belsunce, mutilé son cadavre, & fait un horrible repas des restes palpitans de cet infortuné militaire.

C'est sous leur administration qu'à Chauvirey, village près de Vesoul, les paysans ont poursuivi à coups de fourches M. le comte d'Ambli, leur Seigneur, & l'ont mis ensuite sur un brasier ardent.

Une pareille scène a eu lieu à Arras : M. le chevalier de Vitremont, Major des Cuirassiers, y a éprouvé à peu-près les mêmes traitemens.

A Troyes une populace effrenée a massacré le Maire. Les circonstances de cet assassinat font frémir : ma plume se refuse à les retracer.

Je ne finirois pas, si je voulois raconter la multitude des crimes qui se sont commis, & qui presque tous ont échappé à la vengeance des loix.

C'est par les ordres de vos Députés que M. d'Albert de Rioms, ce brave Militaire, pour qui les années de service ont été autant d'années de gloire, a été en butte aux plus sanglans outrages.

Ce sont ces hommes pervers qui sans preuve ont dénoncé à l'Europe un magistrat vertueux, M. de Mesmay, comme coupable d'un crime atroce. Il est innocent : ils le savent ; & ils ont l'infamie de garder le silence. Ce sont eux en-



fin qui ont donné le nom de brigands aux troupes de Sa Majeſté.

Braves guerriers ! votre honneur ne vous a pas permis de garder le ſilence : vous avez repouſſé cette injure. Les laches ſont actuellement à vos pieds. Mais vous contenteriez-vous de leur excuſe ? Votre ſang ne s'eſt-il pas enflammé dans vos veines à la lecture de la lettre également inſultante & ridicule de leur Préſident (*) ? J'en appelle à vous : euſſiez-vous penſé il y a deux ans que l'armée du plus puiſſant monarque de la terre auroit vu de ſang froid ſon Roi priſonnier, & eût été en correſpondance avec un de ſes bourreaux ? Ah ! ne ſouffrez pas davantage les indignes traitemens qu'éprouve votre auguſte maître ! aſſemblez-vous dans toutes les provinces ; rendez les peuples témoins de votre retour à l'obéiſſance ; renouvellez devant eux le ferment ſolemnel de n'obéir qu'au Roi. Les citoyens vertueux y applaudiront ; & ſi quelques méchans, payés par l'aſſemblée nationale, vouloient exciter des troubles, conſervez de la modération ; ne verſez pas même ce ſang impur : une contenance ferme ſuffira pour en impoſer à ces ſcélérats. Ils ont pu vous corrompre : mais ne craignez pas qu'ils oſent vous attaquer.

Faites ſavoir enſuite au roi qu'il a des défenſeurs : ſuppliez-le d'aſſembler ſon armée ; que chaque régiment lui répète qu'il ne le croira libre que quand il le verra au milieu de ſes troupes ; que

(*) Et de celle du ſieur Dubois de Crancé, qui même en cherchant à ſe juſtifier, ne déſavoue pas avoir prononcé le mot de brigands, en parlant de la compoſition actuelle de l'armée.

c'eſt alors qu'il ſera témoin de leur répentir, & qu'il oubliera ſans doute l'erreur d'un moment, qu'elles ſont décidées à racheter par des ſiecles d'amour & d'une inviolable fidélité.

Que ce ſoit encore vous, braves militaires, qui rendiez aux loix leur empire; que ſous votre protection les cours ſouveraines s'aſſemblent d'un bout du royaume à l'autre : remettez entre leurs mains le glaive de la juſtice, dites-leur de s'en ſervir pour punir les traîtres qui vous ont ſi cruellement trompés; & ne les quittez pas que vous ne les ayez vus briſer au nom du roi l'ouvrage impie de nos tyrans.

Cette conduite noble réparera vos torts; elle vous méritera la reconnoiſſance de la France; l'eſtime des nations étrangeres en ſera le prix; & votre roi, le vertueux, le ſenſible Louis XVI n'aura recouvré ſon pouvoir, que pour ſe livrer à la reconnoiſſance & combler de bienfaits les héros qui l'auront replacé ſur le trône.

Et vous, Français, citoyens de toutes les claſſes, que d'erreurs n'avez-vous pas à vous reprocher! Il y a un an que chaque province, chaque ordre, chaque particulier crioient ſans ceſſe contre le deſpotiſme des miniſtres du roi : que vous avoient-ils faits en comparaiſon de ce que vous ſouffrez maintenant?

Qu'euſſiez-vous dit, ſi abuſant du nom du ſouverain ſes miniſtres avoient fait entrer dans le conſeil des comédiens & des bourreaux? s'ils euſſent admis les Proteſtans & les Juifs aux emplois civils & militaires? s'ils euſſent inſulté à la religion ſainte que vous profeſſez? s'ils euſſent profané vos temples, en faiſant arracher de la chaire les Apôtres courageux qui nous prêchent les vérités qu'elle enſeigne (1), ſous

---

(1) A Chaillot, près de Paris, le peuple a maltraité

prétexte que l'Evangile ne s'accorde pas avec les fureurs ?

Qu'eussiez-vous dit, s'ils avoient aboli les privileges des provinces, les prérogatives des ordres, les immunités des villes ? s'ils vous avoient enlevé vos propriétés ? s'ils avoient pilié les églises, & arraché au clergé des biens que vos ancêtres consacrèrent jadis au service des autels & au soulagement des malheureux ?

Qu'eussiez-vous dit, s'ils vous avoient dépouillé des pensions qu'avoient mérité vos services, & si en laissant subsister les anciens impôts, ils eussent exigé le quart de vos revenus, votre vaisselle & le deux & demi pour cent de votre mobilier ? Si les boucles de vos souliers n'avoient pu échapper à leur rapacité, & s'ils avoient fait arracher avec violence les anneaux qui pendent aux oreilles de vos femmes & de vos enfans ?

Qu'eussiez-vous dit, si un membre de ce Conseil eût proposé d'entrer dans vos maisons, & d'en enlever à main armée l'argent monnoyé qui s'y trouveroit (1).

Qu'eussiez vous dit, si pour empêcher vos réclamations de parvenir au trône, les ministres vous eussent forcé de recevoir la loi martiale, cette production monstrueuse du plus méchant

---

un Prêtre qui prêchoit le Jugement dernier. Les Communes ont comblé d'éloges cette action atroce.

(1) Cette proposition a été faite par Mr. Rebelle à l'Assemblée nationale : elle a été au moment de passer. Le Journal de Paris, fait par Barnave, digne confrère de Mr. Rebelle, dit que ce dernier n'a opposé que le calme de la vertu aux reproches de M. Dupont.

Les Députés se connoissent en vertu.

des hommes, cette loi qui les enfreint toutes, que les tyrans ont pu concevoir & même faire exécuter, mais qu'ils n'ont jamais eu la hardiesse de faire promulguer dans leurs états.

Votre fidélité auroit-elle tenu contre de si cruels traitemens? Non, un soulevement général auroit annoncé votre indignation; & vous avez la bassesse de les souffrir de vos féroces représentans, de ces êtres perfides qui ont employé toute la subtilité de l'intrigue pour obtenir votre choix, & qui n'ont pas plutôt été revêtus de vos pouvoirs, qu'ils ont eu l'audace de décréter, que leur serment n'étoit point obligatoire, & l'effronterie de se déclarer vos souverains.

François, si la religion, si la justice, si le spectacle touchant du meilleur des rois outragé & captif, ne sont pas des motifs assez puissants pour vous émouvoir, que du moins votre intérêt vous éclaire.

La honte & le déshonneur de la France sont à leur comble; sa ruine est inévitable; elle a été jurée par vos représentans, qui se disent les restaurateurs de la France. Hâtez-vous de les rappeller & de les punir, si vous voulez vous dérober aux maux qu'ils vous préparent encore. Que le fantome colossal de leur puissance ne vous effraie pas: pensez qu'il est votre ouvrage: dites un mot, & il est abbattu.

Quelle gloire attend la province qui secouera la premiere leur joug odieux! un si bel exemple entraînera les peuples; ils rentreront à l'envi sous la puissance due à l'autorité légitime; elle aura rendu le calme à sa malheureuse patrie; l'Europe, que nos divisions ont ébranlé, lui devra la paix; son nom sera béni d'âge en âge, & nos derniers neveux offriront encore un tribut d'éloges & de reconnoissance à cette heureuse contrée.

P. S.

Au moment où j'écris, j'apprends qu'on fait courir le bruit d'une nouvelle conſpiration. Ho! mes concitoyens, comme on vous trompe! Réfléchiſſez donc une fois! Toutes les conſpirations qu'a inventées l'aſſemblée nationale pour vous mettre en fureur, ont-elles été prouvées? elle vouloit éloigner les ſoutiens de la France, les Condé, les Broglio, les Deſtains, qui ſe ſeroient oppoſés à ſa ruine. Il n'y a eu de conſpirateurs que vos députés. Ils ont voulu égorger vos maîtres.

M. de la Fayette a été par leur ordre les prendre à Verſailles à la tête de 20000 hommes, ſuivi d'artillerie, tout le monde le ſait; & que votre malheureux roi eſt forcé, le poignard ſur le cœur, de ſanctionner les brigandages de l'aſſemblée nationale.

Peuple trop crédule, ne voyez-vous pas qu'on vous effraie pour détourner votre attention des maux préſens? Pendant que des craintes imaginaires entretiendront votre agitation, vous ne vous appercevez pas des opérations deſtructives de l'aſſemblée, vous ne vous informez pas de l'uſage qu'elle fait des immenſes tréſors que vous envoyez de toute part dans la capitale. Et voilà juſtement ce qu'on veut.